CE MONDE QUI BOUGE

Colère du monde musulman ? Allons donc !

Par Hassan Zerrouky

Combien de personnes ont rassemblé ces manifestations de protestation contre le film raciste et islamophobe *L'innocence de l'Islam* dans les pays musulmans ? Certes, entre mardi et dimanche, plusieurs capitales ont été le théâtre de manifestations violentes, faisant dix-neuf morts, dont l'ambassadeur des Etats-Unis en Libye. Mais elles n'ont pas drainé de grandes foules. A Djakarta, capitale de l'Indonésie, le pays musulman le plus peuplé (plus de 270 millions d'habitants), à peine quelques centaines de manifestants dans la rue, 700 selon la police ! Même au Pakistan, pays de 180 millions d'habitants, les rassemblements de protestation sont restés à un niveau modeste : un millier de personnes à Karachi, la capitale économique, et 4 000 personnes à Lahore et moins de 3 000 personnes à Peshawar, pourtant fief de l'islamisme radical pakistanais ! Et encore moins au Bangladesh, 158 millions d'habitants, où moins de 10 000 personnes ont manifesté à Dacca (15 millions d'habitants). A Tunis, où quatre manifestants ont trouvé la mort, les affrontements étaient prévisibles. Le millier de salafistes, sans plus, brandissant des drapeaux noirs, qui a marché vendredi sur plusieurs centaines de mètres, avant de pénétrer dans la cour de l'ambassade des Etats-Unis et d'incendier l'école américaine, a, selon toute évidence, profité d'un certain laxisme des autorités tunisiennes. «Il y a eu une réaction qui a été mal gérée, les forces de sécurité ont été débordées alors que c'était un évènement qu'on aurait pu anticiper», admet Elyes Fakhfakh, le ministre tunisien du Tourisme qui déplore la décision de Washington d'évacuer ses personnels de Tunisie après l'attaque de vendredi. Le jour même au Caire, en Égypte, ils n'étaient pas plus nombreux que mardi quand des centaines de salafistes ont tenté de saccager l'ambassade des Etats-Unis. Le fait que les Frères musulmans aient retiré sous pression de Washington leur appel à manifester n'est pas étranger à la faiblesse de la protestation islamiste ! A Khartoum (Soudan, deux morts), à Sanâa (Yémen, quatre morts), à Tripoli (Liban, un mort), les forces de sécurité ont fait usage de leurs armes pour disperser les manifestants, essentiellement issus de la mouvance salafiste.

Au Maroc, à Salé, à peine quelques centaines de manifestants. Même cas de figure en Turquie où à Ankara quelques centaines de manifestants ont brûlé l'emblème américain. Chez nous, en Algérie, pas d'appels à des marches ni durant la prière de vendredi ni après. Ali Benhadj, l'ex-numéro deux du Front islamique du salut (FIS), était l'unique manifestant aux abords de l'ambassade des Etats-Unis. Et lundi soir à Belouizdad, il n'y avait pas foule pour le sit-in auquel a appelé «Le réveil des mosquées». Enfin, en Malaisie, rien à signaler !

A l'évidence, bien que choqués et révoltés par la diffusion du film *L'innocence de l'Islam*, les centaines de millions de «musulmans» des pays arabes et asiatiques sont restés sourds aux appels à manifester massivement par les seuls groupes salafistes. Nous sommes donc loin de cette «guerre de civilisation» que les salafistes mais aussi certains médias, politiques et commentateurs occidentaux qui «pensent plus vite que leur ombre» (Pierre Bourdieu) tentent plus ou moins d'accréditer ou d'aviver.

En revanche, sur fond de crise sociale aiguë, de fortes demandes sociales non satisfaites, la diffusion de ce film a permis aux groupes islamistes radicaux de tenter de se rappeler au bon souvenir des islamistes au pouvoir (ou ayant l'ambition d'y accéder) en Tunisie, en Égypte, au Soudan, en Libye, au Yémen et ailleurs. Les groupes extrémistes religieux, qui savent que les partis islamistes au pouvoir ont besoin d'eux pour empêcher toute alternative démocratique et progressiste, estiment que ces derniers ne font pas assez loin dans la réislamisation de la société. Mais d'un autre côté, ces salafistes mettent leurs alliés dans une position inconfortable dans la mesure où ces derniers se veulent, selon Ennahdha, les «alliés stratégiques» des Etats-Unis dans cette partie du monde. Et donc, pour cette raison précise, les garants d'un Maghreb et d'un Proche-Orient stables sous le joug islamiste.

H. Z.

CONRIBUTION

CONFLIT EN SYRIE

Les objectifs d'Israël, de l'Arabie saoudite et du Qatar

Par Ali Akika*

Dans le conflit qui se déroule en Syrie, il peut paraître bizarre pour les non-initiés des arcanes des pays de la région, que des Etats arabes se retrouvent dans le même camp qu'un Etat qui occupe un pays arabe et opprime son peuple.

Laissons de côté le jeu maléfique et prédateur des grandes puissances pour nous pencher sur l'agitation de certains pays arabes (en l'occurrence l'Arabie saoudite et le Qatar) et Israël. Qu'est-ce qui fait courir ces trois pays ?

Pour l'Arabie saoudite et le Qatar, leur hantise s'appelle l'Iran. Outre le vieux contentieux religieux sunnite/chiite qui plonge ses racines dans l'histoire mouvementée de cette région depuis la mort du prophète Mohamed, sont venus s'ajouter des facteurs éminemment politiques. Ces facteurs ne sont autres que la nature de leurs alliances et leur dépendance vis-à-vis de puissances étrangères, le contrôle des richesses (pétrole et gaz) et la libre circulation de ces richesses en direction d'un Occident qui garantit la sécurité et la stabilité des monarchies incapables de se défendre contre des Etats voisins.

Hier c'était l'Irak de Saddam Hussein, aujourd'hui c'est l'Iran. Les monarchies du Golfe peuplées de fortes minorités chiites n'ont qu'un but, affaiblir l'Iran chiite pour que celui-ci ne puisse pas «utiliser» ces minorités chiites. Et pour atteindre cet objectif, ces monarchies n'avaient pas hésité hier à pousser Saddam Hussein à attaquer l'Iran, à soutenir les Talibans en Afghanistan. Il leur reste aujourd'hui à parfaire cet encerclement, faire tomber la Syrie pour que l'Iran soit isolé et sous la menace permanente des bases terrestres américaines et de leur 7e flotte. Ainsi, en contre-partie de la garantie de leur sécurité, ces deux Etats sont devenus une sorte de cheval de Troie dans le monde arabe.

Quant à Israël, sa présence aux côtés de ceux qui veulent neutraliser la Syrie s'explique par des raisons, entre autres, de tactique militaire qui ont émergé depuis que l'on soupçonne l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Au passage, notons que la Syrie ne pose vraiment pas de problèmes militaires à Israël dans un face-à-face militaire direct. Pas un coup de fusil n'est tiré depuis des lustres à partir de la Syrie, même pas quand Israël a pulvérisé une future et hypothétique centrale atomique syrienne. Alors pourquoi la réaction hystérique d'Israël symbolisée par les déclarations de son Premier ministre à l'encontre de l'Iran ? Israël est, comme on le sait, obsédé par sa sécurité, une sécurité d'autant plus fragile qu'elle ne repose sur aucune légitimité historique. Seule la force imposée à un peuple que l'on a dépossédé et de ses droits et de sa terre sert de garantie à sa sécurité. Pour comprendre la peur panique de cet Etat à l'heure actuelle vis-à-vis de l'Iran, il faut se reporter aux écrits de ses stratèges et aux déclarations de ses hommes politiques que l'on peut résumer ainsi :

1) Israël ne peut pas perdre une seule bataille car il mène un combat existentiel.

2) En raison de l'inexistence de profondeurs stratégiques sur son territoire, Israël est obligé de mener ses guerres sur le territoire de ses ennemis.

3) Israël doit toujours garder sa supériorité militaire et la bombe atomique est l'arme ultime de sa dissuasion.

Or, ces facteurs prennent peu à peu du plomb dans l'aile.

Israël sait que par deux fois il a été malmené dans ses conflits avec ses voisins. La première fois en octobre 1973 dans le Sinaï et le Golan où ses armées furent bousculées et la conséquence politique fut son retrait du Sinaï et d'une partie du Golan. La deuxième fois, quand il fut humilié par de simples combattants de Hizbollah en 2006 (sans aviation ni blindés). Cette confrontation avait entraîné des pertes sur le territoire même de cet Etat. Ce fut un dramatique avertissement pour une armée qui fait tout pour ne pas livrer bataille au milieu de sa population civile. Quant à sa supériorité militaire due à la possession de l'arme atomique, il sait qu'elle ne sera plus assurée dans le futur au cas où l'Iran se dote de la même arme.

Si on additionne tous ces éléments, on peut deviner ce qui se trame dans les états-majors de l'armée de cet Etat. Comme on le sait, toute armée digne de ce nom envisage toutes les possibilités tactiques dans une guerre. Avant d'attaquer un pays comme l'Iran, il lui faut résoudre un problème nouveau pour lui. Jusqu'ici Israël faisait ses guerres à partir de son territoire en combinant les différentes armes en sa possession, l'armée de terre, la marine et l'aviation. Mais face à l'Iran, il ne peut qu'utiliser son aviation et encore avec l'aide de son protecteur américain. Israël sait aussi que l'Iran ne restera pas les bras croisés devant une attaque de son territoire et ripostera avec tous ses moyens.

Si l'Iran ripostait uniquement à l'aide de missiles, Israël sortirait «vainqueur» car ses stratèges ont calculé que bien préparé, le pays (abris et masques à gaz) subirait des pertes évaluées entre 300 et 500 civils (déclaration d'Ehud Barak ministre de la Défense).

Israël sait aussi qu'il n'a pas les moyens de porter le feu et le fer avec ses armées sur le territoire iranien comme il le fait habituellement avec ses propres voisins. En revanche, Israël sait, et c'est l'élément nouveau auquel nous avons fait allusion, que l'Iran peut porter la guerre sur son territoire car il a les moyens d'acheminer des troupes en Syrie et au Liban (Hizbollah) pour appuyer les combattants dans ces deux pays, ses alliés. La déclaration du général des Pasdaran qui reconnaît la présence de conseillers militaires au Liban et en Syrie n'est pas faite pour rassurer Israël. Eviter coûte que coûte d'être confronté sur son propre territoire à des soldats iraniens, tel est donc l'objectif d'Israël qui est convaincu que Bachar Al Assad, qui doit en partie sa survie à l'Iran, ne peut lui refuser l'entrée de combattants iraniens.

Faire tomber Assad est donc un préalable pour Israël pour éviter un danger sur ses frontières nord alors que lui-même ne peut que menacer l'Iran uniquement par les airs. Or l'on sait que l'aviation est certes une arme de grande destruction mais elle n'est jamais l'arme décisive dans une guerre.

L'histoire des guerres, depuis la nuit des temps, enseigne que l'arme décisive a toujours été l'infanterie, seule capable d'aller dénicher l'ennemi dans ses tanières, occuper le terrain pour restreindre ses mouvements et perturber ses lignes de ravitaillement. Israël veut donc se prémunir contre une faiblesse militaire et tactique (se voir imposer la guerre sur son territoire et l'impossibilité pour lui de faire de même chez l'ennemi). Voilà donc un aspect caché de la position d'Israël qui préfère prendre le risque de la venue d'un pouvoir islamiste en Syrie. Un risque calculé pense-t-il car un tel pouvoir ami de l'Arabie saoudite enlèverait un atout non négligeable à cet Iran décrit comme une menace «existentielle».

A. A.

** Cinéaste co-réalisateur de L'Olivier, film sur la résistance du peuple palestinien.*